

1998 Juin / Juil N° 1129 + Hors série n° 10 été

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
25 juin au 1<sup>er</sup> juillet 1998



10,00 F

## Contre le fascisme et la pensée unique

# Liberté d'expression!

Sommes-nous dans une mauvaise passe? Est-ce seulement une série de coïncidences? Ou bien s'agit-il plutôt d'une évolution durable, d'une tendance lourde comme disent les spécialistes en communication? *Le Monde libertaire* en est à son troisième procès en l'espace de deux ans. De son côté *Radio libertaire* est aussi visée par l'intermédiaire de la mise en examen de l'animatrice de l'émission Ras-les-murs, elle aussi au prétexte de diffamation. Il est vrai qu'en l'occurrence, c'est l'exercice de la Justice elle-même qui fut mis en cause par la lettre d'un détenu lue à l'antenne (1).

Il y a quelques semaines, un journal, « Le chat noir », feuille libertaire minuscule et confidentielle, fut, pour un prétexte dérisoire, condamnée à près de 27000 F d'amende (2). On se souvient aussi de ce livre de Gaudino qui valu à son éditeur une condamnation à payer 100 000 F par exemplaire vendu...

### Les faits

Nicole, animatrice de l'émission Ras-les-murs a lu à l'antenne une lettre dénonçant de façon précise les conditions d'exploitation des détenus dans les ateliers de la prison de Bois d'Arcy (78): main d'œuvre à très bon marché, salaires de misère sur lesquels sont prélevés des frais énormes d'entretien des vêtements de travail, cadences infernales, etc. Cette lettre évoquait aussi les conditions d'encadrement des ateliers, les pratiques plus ou moins honnêtes de certains personnels d'encadrement et la complicité de responsables. Un surveillant était cité nommément. Celui-ci a donc déposé une plainte.

Quant à M. Pajon, maire de Noisy-le-Grand, il lui a déplié que l'on ait pu écrire dans *Le Monde libertaire* que: « La première apparition publique [du collectif noiséen de vigilance antifasciste] sera de recouvrir les inscriptions racistes qui souillent la ville et que le maire refuse de faire nettoyer par ses services. » Cela laissait supposer effectivement qu'il ne faisait pas son travail... Il n'était en revanche pas dérangé par le fait que l'on puisse écrire qu'il accorde un permis de construire à une église intégriste, secte fasciste, alors qu'il en refuse un à la secte des Témoins de Jehova. Il n'était pas davantage incommodé que l'on fasse état de la censure qu'il exerçait dans le bulletin municipal.

ISSN 0026-9433 - N° 1129

M 2137 - 1129 - 10,00 F

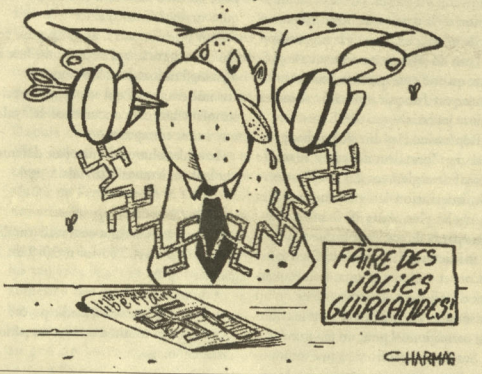


Concernant le socialiste Michel Pajon, on sait qu'il a une conception très personnelle de la liberté d'expression. Ainsi, le bulletin municipal de Noisy-le-Grand comporte une page de tribunes libres, ouverte aux formations politiques de l'opposition municipale. Dernièrement, en lieu et place du texte du R.P.R.: rien; en revanche le F.N. n'avait pas quant à lui à subir la censure du maire. Pourtant son propos était tout

fréquemment une volonté de faire taire. Le moyen est simplement la réclamation d'une amende démesurée, l'étranglement économique. Cela est bien sûr fort peu honorable pour qui en a l'initiative.

La censure a une histoire maintenant fort ancienne, elle fait partie de l'histoire du pouvoir. Il y a pourtant des fluctuations au fil du temps. Si nous constatons aujourd'hui un retour de l'ordre moral, ce n'est pas seulement à l'écoute

### QUE VEUT LA CENSURE ?



simplement xénophobe. Le feuillet du R.P.R. était-il pire? Les Noiséens le sauront-il un jour?

Concernant le maton accusé d'indécence, le ministère de la Justice en prendra lui-même la défense. La Justice, qui sera donc à la fois juge et partie, va-t-elle se débouter?

### De la diffamation à la censure

On a bien vu venir, il y a quelques années, la vogue du « politiquement correct » et ses conséquences judiciaires. Est-il politiquement correct de réclamer 130 000 F à un hebdomadaire militant, bien évidemment sans publicité, et qui a du mal à équilibrer ses comptes? Non! Mais les anarchistes ne sont pas « politiquement corrects ». Ils revendiquent l'irrespect chaque fois qu'il est mérité; ils revendiquent la caricature au nom de la liberté d'interpeller et de plaisanter et ils peuvent aussi revendiquer la mise au jour des petites magouilles politiciennes – de droite ou de gauche – dont la révélation est forcément diffamante, mais tellement salutaire.

Dernière le recours à la Justice au motif de diffamation, il n'y a pas toujours une volonté de se défendre, mais il y a

de la propagande de certains politiciens ou religieux mais aussi au regard de la relative apathie face à l'avancée de cette terreur intellectuelle et physique. La question des sans-papiers, la « politique de la famille », la non-réponse au problème du chômage sont autant d'indices d'un consensus gauche-droite au moment même où les passerelles entre les partis traditionnels et l'extrême droite sont de plus en plus visibles.

À l'heure où Bruno Mégret prend explicitement la défense d'un meurtrier raciste; à l'heure où de plus en plus d'élus de la droite et du centre entrent dans la voie de la collaboration, la liberté d'expression doit faire l'objet d'une défense active et solidaire de la part de tous ceux qui souhaitent un avenir meilleur que celui vers lequel beaucoup voudraient nous entraîner.

groupe Sacco et Vanzetti

(1) Une présence nombreuse le mercredi 1<sup>er</sup> juillet à 14 heures au Tribunal de Versailles sera une expression tangible de solidarité. La solidarité financière est elle aussi nécessaire. Chèques à l'ordre de M. Boury, mention « Procès Radio Libertaire » à envoyer à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot 75011 Paris.

(2) « Le Chat Noir », c/o EGREGORE, B.P. 1213, 51058 Reims cedex.

• Procès contre une animatrice de Radio libertaire

page 3

• Ras la coupe (suite)

page 5

• Saint-Maur : manifeste de prisonniers

page 2

## EDITORIAL

Coupe du monde oblige, les politiciens nous avaient prévenus. Pendant un mois, ils allaient se tenir à carreau. Sur le banc de touche. Que nenni! Des promesses, tout ça! En quelques jours, ils se sont rappelés à notre bon souvenir et sont montés à l'attaque. Dans un premier temps, c'est Balladur qui, ayant suffisamment fait la potiche, sortait de sa réserve et évoquait la possibilité de voir le Front national participer à une commission sur la préférence nationale. Il a été immédiatement botté en touche par ses amis politiques, Séguin, Pasqua et consorts. La droite n'en a pas fini de se fissurer de part ses rapports d'avec le F.N. et certains de souhaiter de plus en plus une banalisation du parti d'extrême droite.

Pendant ce temps, la gauche plurielle n'est pas en reste de ce côté-là. En acceptant de voter, pour la plupart, la loi avançant au 14 juillet l'ouverture de la chasse à certaines espèces, la gauche n'a fait que conforter certains de ses électeurs. Le lobby pro-chasse est encore promis à un bel avenir. Et ce n'est sûrement pas en gesticulant comme l'ont fait les députés Verts que cela changera. En acceptant d'entrer dans un gouvernement dit pluriel, il fallait bien qu'ils s'attendent à ce que celui-ci souffle le chaud et le froid. La logique électoraliste n'a pas de vertu. Alors, qu'attendent-ils pour démissionner? Mais ce n'est sûrement pas la cohérence qui va les étouffer. Et sûrement pas ces « peccadilles » réactionnaires et fascisantes qui vont les faire sortir du terrain. Laissons-les jouer entre eux, se faire des croc-en-jambe et autres croche-pieds. La course après le pouvoir ne nous intéresse pas. Par contre, ce qui nous intéresse, c'est ce que vient de publier Amnesty International. Le rapport 98 d'Amnesty vient nous rappeler que si « la France accueille le monde », les États présents ne sont exempts ni de torture, ni de détentions sans inculpations et ni de procès iniques.

En France comme ailleurs, la liberté d'expression est bafouée. *Le Monde libertaire*, *Radio libertaire*, outils de la Fédération anarchiste, sont en butte aux procès. Des poursuites judiciaires sont engagées contre des objecteurs de conscience. Les peines concernant des bavures policières sont parfois ridicules.

Il est grand temps de résister, afin de pouvoir renverser cette logique sinon dans quelques temps, on pourrait faire dire à Descartes (comme le fait Amnesty): « je pense donc je suis...en prison ».

POP 2520



# Le Collectif de la centrale de Saint-Maur

Le texte qui suit nous a été transmis par l'équipe de « Parloir libre » (Fréquence Paris plurielle). Après la pétition des prisonniers de Bois-d'Arcy et le Manifeste des détenus de Moulins-Yzeure pour le parloir intime, en 1997, c'est toute une réflexion que le collectif de Saint-Maur lance sur la place publique.

La Garde des Sceaux continue à réfléchir sur les Unités de visites familiales. Ainsi que le rappelle Jean Favard, conseiller à la Cour des cassation, « la réflexion ayant déjà eu lieu depuis longtemps, il me semble que c'est la réalisation du projet qu'il conviendrait maintenant de poursuivre. » (Dedans-dehors - mai 1998).

Le lobby des surveillants veille: non à la sexualité en prison. Suit un discours fumeux sur le

proxénétisme, le retour des maisons closes, la dignité des surveillants et comble d'hypocrisie, celle des prisonniers. Ces derniers nous rappellent qu'ils sont toujours enfermés. Leurs droits sont bafoués. Le texte du Collectif de la Centrale de Saint-Maur est un implacable constat de la réalité. Il est important que les anarchistes et les militants de la lutte anticarcérale en prennent connaissance.

Le débat est ouvert. Il se poursuit. Il sera particulièrement intéressant de connaître le point de vue des détenus de l'ensemble des établissements pénitentiaires. Et, en tout premier lieu, des centrales de Haute sécurité comme Clairvaux, Moulins-Yzeure et Lannemezan.

Ras-les-Murs

## I - La vie sociale en prison et valeurs démocratiques:

**Démocratie:** la France est un pays dit démocratique. La démocratie, ça s'apprend en la pratiquant. En prison, apprend-on la démocratie en la pratiquant? Non, car s'organiser et élire des représentants est interdit.

**Santé:** d'un point de vue démocratique, le droit à la santé est universel. Sur tout être vivant qui ne réagirait pas énergiquement, l'enfermement dans l'enfermement que constitue le mitard et les quartiers d'isolement, enfermement où l'infini du désir et la finitude des choses se heurtent et s'annulent.

Pour ce qui est des soins, il est à noter que, depuis que le secteur médical est passé sous le contrôle du ministère de la Santé, ne se sont pas produits les changements attendus. À Saint-Maur, il y a des cas de négligence dans le suivi médical, des prisonniers étant obligés d'appeler à l'I.G.A.S. pour que leur état soit pris au sérieux (le vendredi 2 avril

1998, un prisonnier a eu une crise cardiaque à l'atelier de verrerie. Il était mort quand, plus d'une demi-heure plus tard, le S.A.M.U. est intervenu. Entre-temps, le personnel de l'infirmierie avait refusé de se déplacer).

**Solidarité:** la solidarité est pour une société un facteur d'unité, de cohésion. On en parle beaucoup dans les médias. Mais en prison, la solidarité se heurte au règlement. Prêter ou donner un objet peut-être l'occasion de litiges avec l'administration.

Ainsi, l'autorisation de téléphoner est délivrée sous réserve d'achat d'une carte téléphonique. Si l'on s'en tient au règlement, on ne peut dépanner en carte un camarade démuné. L'inégalité économique devient réglementaire. On note au passage que le prisonnier propriétaire d'un bien ne peut en disposer librement, alors même qu'il est en prison pour atteinte à la propriété d'autrui.

**Responsabilité:** c'est bien parce qu'un individu est considéré comme

responsable en ce qui concerne la conduite générale de sa vie qu'il peut être jugé pénalement responsable dans une circonstance précise.

Or, la pénitentiaire considère le prisonnier, sauf sur le plan pénal, comme un individu en permanence irresponsable. Et elle le traite comme tel.

En réponse à la question: la pénitentiaire prépare-t-elle le prisonnier à devenir plus responsable qu'il ne l'était en prison? Voici un aperçu de la situation actuelle à Saint-Maur.

**Exclusion:** les détenus sont exclus de tout contrôle en ce qui concerne la gestion financière de la centrale. Par exemple, le budget et le bilan de l'association qui fonctionne avec l'argent des détenus leur sont inconnus.

**Restrictions:** elles se multiplient ces derniers temps: conditions d'accès au téléphone, nombre de parloirs hebdomadaires, conditions d'entrée et de sortie de linge et de livres, plafond et provenance des mandats (y compris ceux d'origine familiale), conditions de démission du travail, menaces de diminution de la paie ou de licenciement en cas de malfaçons. Jusqu'à la suppression de l'eau de javel en cantine sous le prétexte qu'une dose gratuite, mais insuffisante, est fournie une fois tous les quinze jours.

**Répression:** les directeurs changent, mais la répression demeure le mode décisif de règlement des conflits entre administration et prisonniers. Les agents les plus répressifs se savent couverts par la direction et la direction par le ministère. L'argument final c'est encore et toujours le mitard ou le quartier d'isolement. Il arrive même qu'un prisonnier soit traduit devant le tribunal correctionnel pour un fait mineur.

**Suspicion:** confronté à une multiplicité d'interdits et de restrictions, le prisonnier est soupçonné en permanence d'être sur le point ou en train de commettre une infraction.

**Infantilisation:** en le plaçant en permanence en position de demandeur, pour le moindre détail, la pénitentiaire vise à son infantilisation, donc à son humiliation.

**Division:** le premier but de la pénitentiaire, ce n'est pas l'éducation civique. Le premier but de la pénitentiaire, c'est de diviser les prisonniers pour mieux régner sur les prisonniers.

Un prisonnier qui ne réagirait pas contre ce fonctionnement deviendrait un individu prêt, en toute circonstance, à se soumettre devant plus fort que lui (prototype du collaborateur en période d'occupation).

### Dans l'immédiat, suggestions:

- Droit à s'organiser démocratiquement et à élire démocratiquement des représentants;
- Droit à un suivi médical automatique pour ceux dont l'état l'exige.
- Droit aux minima sociaux pour les indigents qui ne peuvent pas travailler;
- Droit à disposer de son bien comme on l'entend (cartes téléphoniques et autres objets);
- Fermeture du mitard et du quartier d'isolement.

Seul un prisonnier aujourd'hui responsable sera demain un citoyen responsable.

## II - Travail en prison et législation du travail.

La question du travail est une question centrale dans l'organisation et le fonctionnement de la société. C'est ce que proclament hommes politiques de tout bord, patronat, et syndicats. Dans les prisons françaises, le travail est sous-payé comme dans le tiers monde. Ce qui entraîne? Conséquences:

- un prisonnier, s'il a tout perdu, ce qui est souvent le cas, ne peut faire face à tous les frais lors de sa libération;
- une entreprise qui sous-paye les prisonniers fait une concurrence déloyale aux autres entreprises.

La seule solution est une paie décente sur la base: à travail égal, salaire égal.

### Dans l'immédiat, suggestions:

- Droit à un contrat de travail (modification de l'art. 720-loi n°90-9 du 2 janvier 1990);
- droit au S.M.I.C.;
- droit aux jours de maladie payés;
- droit aux minima sociaux en période de chômage;

- droit à la syndicalisation;
- droit à la pratique démocratique de l'élection de représentants syndicaux.

Les droits des travailleurs en prison doivent être calqués sur ceux de l'ensemble des travailleurs. C'est la meilleure voie pour reprendre pied dans la société.

## III - Contacts entre prison et société

À l'ère de la communication, satellites et portables sont réputés favoriser le développement de l'économie et améliorer la qualité des relations humaines.

Dans le même temps, la pénitentiaire limite les relations des prisonniers avec leur famille et leurs amis et préfère y substituer l'éventuel recours aux psychologues et psychotropes.

À Saint-Maur:

- la correspondance est filtrée par la censure, comme dans toutes les prisons françaises, et cela au bout de dix ans, vingt ans d'emprisonnement ou plus. Au bout de tout ce temps, la pénitentiaire est censée ne toujours pas avoir compris qui sont le prisonnier et ses correspondants. Pendant dix ans, vingt ans ou plus, aucune intimité. Les réflexions, les sentiments, les bonheurs, les malheurs du prisonnier et de ses correspondants sont mis à nu, comme le corps du prisonnier à chaque parloir. Certains courriers n'atteindront jamais leur destinataire. Leur trajet est plus précaire que le trajet des lettres de soldats au front ou emprisonnés. D'autres courriers, de colère mal contenue, conduisent leurs auteurs au mitard. La liberté d'expression est contrôlée, limitée, punie, inexistante.

●●● page 3

### Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal  
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR N° 42 25 73	ORGANISME CREANCIER PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris
TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)	
NOM _____ Prénom _____	N° _____ Rue _____
Code postal _____	Localité _____
NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)	
NOM _____ Prénom _____	N° _____ Rue _____
Code postal _____	Localité _____
DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER	
Etablis. Codes Guichet	N° de compte

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date \_\_\_\_\_  
Signature obligatoire \_\_\_\_\_

IMPORTANT: merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

### lemonde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

#### Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).  
Chèque postal  Chèque bancaire   
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

## La semaine prochaine : numéro hors série d'été

au sommaire :

anarchisme  
antifascisme

économie, mondialisation

éducation

expressions

Histoire (mai 68 et projet social,  
150 ans du manifeste communiste)

international

répression

social (chômeurs, sécu, RTT)

reparation de l'hebdomadaire le 3 septembre 1998

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication: André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1997  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.



# Procès contre une animatrice de Radio libertaire

## Le maton était au parfum

**C**ELA POURRAIT ÊTRE LE TITRE d'un de ces polars à deux sous qui nous feraient croire que les truands ne sont pas toujours d'un seul et même côté de la porte des cellules, propos farfelu s'il en est. Ce pourrait être une de ces répliques de films de série B, à mille lieux des réalités bien sûr, dans lesquels le port de l'uniforme de surveillant ne met pas toujours à l'abri de la tentation de mettre du beurre dans les épinards à travers des opérations où la morale hautement civique des fonctionnaires tient peu de place. Ça n'est que le titre d'un article grandement respectueux de la profession de gardien de prison, dont on devinera plus loin l'explication.

Tout va bien, donc, dans les prisons de France! Il n'est pas vrai que l'Administration pénitentiaire, attentive et charitable, ne fasse point tout ce qui est en son pouvoir pour répondre aux nombreux problèmes des prisonniers et aux drames humains que la détention entraîne le plus souvent. Il est faux de prétendre que des gardiens, véritables «pères Teresa» du prisonnier, hommes de devoir recrutés à partir de sévères enquêtes de moralité, assouviennent parfois de bas instincts aux détriments des détenus ou arrondissent leurs fins de mois par le biais de trafics divers. Il est mensonger d'affirmer que les droits carcéraux, nombreux et à ce point généreux qu'ils transforment comme on sait le prisonnier en pensionnaire choyé de prisons « quatre-étoiles », sont presque en permanence bafoués. Non, décidément, tout va bien dans les prisons de France...

### Les pourrissoirs de la République

... Pourtant, au mois de mai 1997 paraissait le premier numéro de la revue bimestrielle *Dedans dehors* (1) à l'initiative de l'Observatoire international des prisons. À sa lecture, le citoyen réfractaire aux « exagérations » des feuilles de chou ou organes radiophoniques extrémistes, mais sensible aux informations et demandes raisonnables des

organismes on ne peut plus légalistes, s'apercevra que tout ne va pas pour le mieux dans les pourrissoirs de la République. Établir, à partir de cette seule publication, une liste à peu près exhaustive des manquements au simple règlement carcéral, des atteintes répétées au droit minimal du prisonnier, des humiliations subies par le détenu ou sa famille, serait ici fastidieux et sans doute inutile, car il faudrait que le lecteur de cet hebdomadaire soit bien naïf pour avoir pris au premier degré les propos rassurants tenus ci-dessus sur l'état idyllique des prisons françaises. On tentera donc de se convaincre de l'extrême humanité qui préside au « rachat » des « fautifs » incarcérés dans notre belle démocratie à travers ce simple écho glané dans le numéro de juillet 1997 de ladite revue: « Le 13 mars 1996, Fernando Alves, malade du sida, est transféré à l'hôpital pénitentiaire de Fresnes alors qu'il vient de passer trois jours sans manger, personne ne s'étant aperçu que ses bras paralysés l'empêchaient de se nourrir seul. Son état de santé s'aggravant en juillet, il est gracié le 7 août et transféré à l'hôpital de Mantes-la-Jolie. Placé à l'écart, il décède le 11 août sans avoir revu sa famille, qui n'a pas été informée de sa libération. »

Ce genre de nouvelle et d'autres innombrables ignominies de même calibre sont connues en région parisienne par les auditeurs de l'émission « Ras-les-murs », sur *Radio libertaire*. Depuis de nombreuses années, en effet, celle-ci informe sans détours ni compromis d'aucune sorte sur la réalité de l'enfermement. Le sérieux des animateurs et de leurs dossiers, la haute valeur de nombre de leurs invités et le suivi des contacts avec les taulards leur ont valu, outre une audience des plus conséquentes, la haute considération des prisonniers, qui demeurent, partout dans le pays, au gré de leurs transferts d'une geôle à l'autre, les principaux pourvoyeurs d'informations puisque hélas placés aux premières loges. On devine aisément, toutefois, que cela ne saurait satisfaire tout le monde, et en premier lieu les membres de

■ Vous souhaitez nous rencontrer? Les « relations intérieures » de la Fédération anarchiste, organisent une permanence en région parisienne chaque premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.

■ Le local anarchiste rennais présente l'exposition « Présence anarchiste en Bretagne au XX<sup>e</sup> siècle » jusqu'au 15 juillet. 9, rue Malakoff, le mercredi et le samedi de 15 h à 19 heures.

■ Permanences de la bibliothèque du groupe Louise Michel tous les samedis de 15 h à 17h30. La Rue, 10 rue Robert-Planquette, 75018 Paris

cette glorieuse Administration pénitentiaire qui n'aura jamais à répondre, entre autres, du « fait divers » évoqué ci-dessus.

### Le maton porte plainte

Au cours d'une émission, notre camarade Nicole Fontan, animatrice de « Ras-les-murs », s'est livrée à la lecture d'une lettre d'un détenu de la prison de Bois-d'Arcy. Ce dernier y évoquait, en dénonçant les conditions dans lesquelles il s'effectue, le travail carcéral (2), et mettait ouvertement en cause un maton, en le nommant, responsable, selon ce détenu, de détournements réguliers de cartons remplis de flacons de parfum que les prisonniers avaient précieusement à charge de confectionner. Comme la police, et plus généralement tout ce qui fait profession d'autorité, l'Administration pénitentiaire n'a rien contre les dénonciateurs. Mais elle les préfère elle aussi anonymes, et surtout à son service.

Pas quand publiquement ils se mêlent de faire connaître les tares et les méfaits de ses agents. Aussi n'a-t-elle pas apprécié la lecture pourtant pleine d'enseignements que notre amie Nicole fit ce soir-là sur l'antenne de *Radio libertaire*. Aussi soutient-elle la plainte déposée par son maton parfumé contre cette camarade et son complice, le détenu Abdelkader, auteur du courrier incriminé, qui tous deux persistent et signent et répondront de leurs actes et paroles devant la huitième chambre du tribunal de grande instance de Versailles, rue de l'Europe, le 1<sup>er</sup> juillet prochain à 14 heures, où ils comparaitront pour diffamation envers un surveillant dans l'exercice de ses nobles et odorantes fonctions.

Force est de constater que les procès se multiplient depuis quelque temps à l'encontre de ce journal et des militants de la Fédération anarchiste. Voilà *Radio libertaire*, plutôt épargnée jusque-là par les mauvais plaideurs, visée à son tour à travers

une animatrice et tenue de fréquenter contre son gré un de ces lieux mal famés où tant de forfaitures furent commises, les palais de justice. Il convient que chacun apporte avec détermination son soutien à tout(e) camarade qui, à partir d'informations fiables, obtenues comme c'est le cas présentement à partir de liaisons épistolaires fondées sur la confiance, la solidarité et aussi l'amitié, entend profiter pleinement de son droit à l'expression libre, quitte à faire de la peine aux huitième chambre des petites combines et grandes injustices sans lesquelles il n'y a pas l'État de droit.

Tous à Versailles le 1<sup>er</sup> juillet à 14 heures pour soutenir Nicole, et Abdelkader

Floréal

(1) *Dedans dehors*, 40, rue d'Hauteville, 75010 Paris.

(2) Sur le travail carcéral, voir l'intéressant dossier proposé par la revue *Dedans dehors* dans son n°4 daté novembre-décembre 1997.

## Le Collectif de la Centrale de Saint-Maur

suite de la page deux

- le téléphone est utilisable après achat de carte (ce qui vient d'être imposé, comme cela a déjà été dit), après autorisation, sous surveillance, une fois par semaine (les appels exceptionnels viennent d'être supprimés).

- le parloir est le lieu où l'émotion abolit momentanément l'espace et le temps de la prison. Ce moment privilégié rappelle la vie dehors et préfigure la vie dehors. Le parloir du lundi vient d'être supprimé. La disposition des boîtes prive les familles de toute intimité.

- les cours et autres interventions extérieures sont limités, alors qu'il serait nécessaire de répondre à des besoins éducatifs et culturels nouveaux.

- les achats par correspondance de matériel informatique viennent d'être supprimés ce qui oblige le prisonnier informaticien à passer par un vendeur choisi par la Centrale. À noter que, au pays de la libre concurrence, le principe de la libre concurrence n'est plus respecté à Saint-Maur.

- l'entrée et la sortie de linge et de livres viennent d'être limités par le moyen d'une procédure humiliante pour les personnes qui ne pratiquent pas la langue française: les prisonniers et leur famille doivent remplir un formulaire descriptif.

Dans l'immédiat, suggestions:

- Droit à la liberté d'expression et suppression de la censure;
- libre accès au téléphone;
- rétablissement du parloir du lundi et ouverture du parloir pour les autres jours de la semaine;
- aménagement des boîtes de parloir avec pause de portes;
- ouverture de la Centrale à plus d'intervenants extérieurs (cours, débats, etc.);
- rétablissement des achats par correspondance de matériel informatique;
- suppression du formulaire relatif à l'entrée et à la sortie de linge et de livres.

Ce n'est pas en étant coupé de la société que le prisonnier peut se préparer à la rejoindre. Seule la multiplication des contacts, d'échanges d'idées, l'y prépare, chaque contact constituant une simulation concrète de sa réintégration sociale à venir.

### IV - Durée des peines et réinsertion

La question de la durée de l'emprisonnement concerne et les prisonniers et la société. Plus longtemps un être humain est coupé de la société, plus y reprend pied est difficile pour lui. Face à l'incertitude sur son avenir, inertie et torpeur deviennent des moyens de survie contradictoires avec les exigences, le rythme de la vie contemporaine.

Pour réduire les effets négatifs de la séparation d'avec la société, des mesures-passerelles sont nécessaires, avant que la société ne produise une réflexion nouvelle sur la question de la peine.

Dans l'immédiat, suggestions:

- pour ceux qui ont été condamnés à perpétuité sans période de sûreté (comme c'était le cas jusqu'au début des années 80), respect des conditions de libération en vigueur à l'époque. Alors que, aujourd'hui, sans que cela soit dit, leur perpétuité se transforme de manière rétroactive en perpétuité avec sûreté.
- commutation effective et automatique dans des délais raisonnables pour les détenus condamnés à perpétuité;
- aménagement de la sûreté pour les peines à temps;
- extension des libérations conditionnelles à mi-peine;
- application de la loi concernant la conditionnelle-expulsion pour les étrangers désirant rentrer dans leur pays;
- possibilité, pour les détenus originaires des DOM-TOM d'y accomplir leur détention. Le prix des déplace-

ments rend les visites familiales généralement impossibles;

• arrêt immédiat de la détention sous la contrainte douanière;

• application systématique des confusions de droit par le greffe judiciaire de la Centrale, dont c'est le rôle;

• application systématique des permissions pour tous, et non de manière arbitraire comme c'est le cas. En particulier, lorsque le détenu bénéficie d'un soutien familial ou amical régulier, il est inadmissible que lui soient refusées des permissions.

Ce n'est qu'en s'approchant des conditions réelles de la vie en société que l'on se prépare de manière réaliste à la vie en société. On chemine en chemin et non en demeurant immobile.

De même: on n'apprend pas la démocratie au contact quotidien de son contraire; on n'apprend pas le respect du travail en n'étant pas respecté dans ses conditions de travail; on ne se prépare pas au retour dans la société en demeurant maintenu en marge de la société.

En France, la pratique pénitentiaire, loin des discours, devrait inquiéter les politiques, à commencer par les socialistes. Car la prison n'est pas un point de détail de la société, elle en est le reflet.

**Saint-Maur à contre-courant:** à la Centrale de Saint-Maur, où les mesures prises ces dernières semaines vont dans le sens de la régression des droits du prisonnier, on ne prépare pas le prisonnier à devenir un citoyen de son temps. La France et l'Europe de l'an 2000 se veulent sociales. Il serait donc temps que la pratique pénitentiaire soit mise en rapport avec le discours qui la dissimule.

Cela en attendant que se réalise le rêve de tout prisonnier et, dans le fond, de tout citoyen, l'émergence d'une société où la prison soit devenue aussi inutile que le port d'embarquement des esclaves de Gorée.

Le Collectif de la Centrale de Saint-Maur

## En bref



## Limoux et ses environs, une tradition de lutte

**L**undi 5 janvier 1998, Limoux, capitale de la blanquette, devient « Limoux la matraque ». En effet, comme cela a pu être relaté par les médias traditionnels, à l'époque où le mouvement les intéressait, les chômeurs et précaires en lutte étaient les premiers de France et de l'année à se faire évacuer à la matraque, des locaux de l'A.S.S.E.D.I.C. par les hommes à Chevenement.

Existence et la pratique du Collectif des chômeurs et précaires limouxins s'inscrit dans une longue tradition libertaire autois.

Sans trop s'étendre sur les événements du siècle dernier, il faut rappeler qu'en 1871, le drapeau rouge flotta sur l'hôtel de ville de Narbonne. Barricades et insurrections ne furent pas l'exclusivité parisienne. À noter que le porte-parole des insurgés de la « Comuna de Narbona », Émile Digeon était limouxin. D'autre part, Esperaza, petite ville ouvrière voisine de Limoux, comptait dans ses rangs militants des représentants à la première Internationale aux côtés de Marx et de Bakounine. Le Midi méritait bien son qualificatif de midi rouge.

1907 confirme la radicalisation du peuple de cette région d'Occitanie. La crise viticole affame les languedociens. Le peuple demande du pain, on lui donne du plomb, l'idée de s'auto-gouverner ne tarde pas à s'amplifier. Mais une fois de plus, l'État eu raison du peuple comme dans le reste de la France.

La guerre 14-18 prélève une très grande quantité de chair à canon chez les hommes de la région, loin d'être tous convaincus de la nécessité d'une telle guerre. L'influence du mouvement socialiste dans son ensemble était grande. Ceci expliquant les positions contradictoires des travailleurs face à la guerre. Il faut aussi savoir qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des vagues d'immigration successives influencèrent fortement l'évolution de la lutte des classes en Occitanie. Ces réfugiés arrivaient de Catalogne, et étaient membres de la Fédération ouvrière régionale, cible de la répression monarchiste espagnole...

1936, l'Espagne est en révolution. 1939, les réfugiés affluent en grand nombre, parqués sans ménagement, bien au contraire, dans des camps de concentration, de ce côté-ci de la frontière. Une fois sortis de ces camps, les réfugiés restent sous contrôle policier. 1940, ces antifascistes venus d'Espagne, dont un très fort pourcentage d'anarcho-syndicalistes participent au mouvement de libération de l'Europe, rejoignant les rangs de la Résistance. Fin de la guerre, comme dans d'autres départements du sud de la France, des militants de la C.N.T., du P.S.O.E., de l'U.G.T. et du P.O.U.M. sont froidement liquidés par les tueurs de l'Union Nationale Espagnole (stalinienne). Tout cela en toute impunité, en territoire français (1)...

Cela n'empêche toutefois pas les libertaires de se regrouper dans l'exil, et de créer de nombreuses unions locales de la Confédération Nationale du Travail dans l'Aude.

Années 1960, premières interventions des vignerons radicalisés contre les importations de vin étranger, à Céprie, juste à côté de Limoux, notamment. Dans la même période, un mouvement occitaniste commence à se structurer, de même qu'apparaissent les Comités d'Action Viticole, où l'on retrouve un peu toutes les sensibilités politiques... L'action directe de ses groupes fait trembler l'État français.

Limoux n'échappe pas au « printemps de 1968 », et en mai, la ville s'agite sous la pression de la C.G.T., notamment de l'E.D.E.; de la C.F.D.T., qui pour les usines Myrys comptent des représentants libertaires. Pas moins de 3 groupes libertaires sont organisés sur la ville (12 000 habitants). De nombreux journaux anarchistes sont édités et diffusés sur le département. L'influence des libertaires est grande, pour preuve, l'importance du mouvement d'insoumission à l'armée des années 1970 sur Limoux et ses environs. En parallèle, les vignerons continuent de lutter dur.

1976, les viticulteurs affrontent les forces de répression de l'État à Montredon, à côté de Narbonne. Un tué de part et d'autre. Le mouvement de colère des vignerons connaît un fort soutien populaire. Une grande partie de la gauche, l'extrême-gauche, le mouvement occitaniste et les libertaires soutiennent la lutte. Rappelons que dans la première partie du siècle, les vignerons s'étaient groupés en coopératives, sous l'influence du mouvement socialiste de l'époque. Le vocabulaire reste le même, le contenu, non! Les chômeurs et précaires n'en doutent plus.

Dans les années 1980, un nouveau groupe apparaît, le Groupe communiste-anarchiste occitan qui intervient sur Limoux et ses environs. Proche des positions de l'ex-Fédération anarcho-communiste d'Occitanie, le groupe entretient des relations avec le groupe Poble d'Occ, lui-même libertaire (2). De même qu'il soutient les premières grandes luttes de Myrys, le groupe (3) pratique l'action directe contre le colonialisme, d'où qu'il vienne. Le groupe disparaît avec le reste du mouvement occitan militant. Par contre, une présence de la C.N.T., mais aussi de la Fédération anarchiste, plus ou moins discrète suivant les époques reste constante. Ceci expliquant certainement la rapidité avec laquelle le Collectif des chômeurs de Limoux s'est rendu efficace. La maladresse du pouvoir et de ses larbins nous y a bien aidé aussi.

### Un collectif autonome de précaire

Mi-décembre 1997, une petite poignée de précaires, mais ou moins militants, décide de se réunir et demande le prêt d'une salle à une association subventionnée par le Conseil général de l'Aude (socialiste). Première erreur, chantage aux subventions pour leur interdire de nous laisser la salle. Nous le faisons savoir et nous nous réunissons

ailleurs. Une trentaine de personnes pour un début. Des représentants de la C.G.T., d'ACI et divers militants et non militants participent à la création du Collectif Action Justice Sociale de Limoux. À la majorité, nous décidons de rester autonomes mais toujours en excellente relation avec les travailleurs limouxins, notamment ceux de la C.G.T.-Myrys toujours en lutte face aux mesures de licenciement massives qui planent sur eux. De nombreuses actions se sont faites en commun avec eux, mais aussi avec la Confédération Paysanne, la C.N.T., la F.S.U., S.U.D. Dans un premier temps, nous intervenons à l'A.N.P.E., à la C.A.F. et dans la rue. Interventions efficaces au cas par cas, puisque nous arrivons à rassembler rapidement 50 personnes, dans une ville qui maintenant compte moins de 10 000 habitants. Des actions de tous les jours sur Limoux et les environs.

5 janvier 1998, deuxième erreur du pouvoir, qui envoie la police pour nous sortir de l'A.S.S.E.D.I.C., police qui, ce jour-là, menace les chiens de garde du Capital que sont les journalistes, tant de France 3 que de la presse locale. Ce qui nous valut les unes de ces mêmes médias. Ce qui nous aida bien pour la promotion de nos idées et de notre fonctionnement. L'orientation du Collectif devint à ce jour majoritairement anticapitaliste et anti-autoritaire. La présence de militants anarchistes ou anarcho-syndicalistes dans nos rangs restait appréciée, tant par leur discrétion que par leur efficacité. Par solidarité face à la répression, de nouveaux groupes de précaires se créent dans la région. Avec le concours des « Myrys », nous obtenons de la mairie un local et une ligne téléphonique indispensables pour plus d'efficacité. De notre côté, nous restons solidaires de la lutte des ouvriers de la chaussure. La C.N.T. aussi. Soutien qu'apprécient les travailleurs, un peu moins les traditionnels anti-organisationnels qui parasitent régulièrement les mouvements anticapitalistes et constructifs. La volonté d'avancer fut déterminante, ce qui nous permit d'apparaître à la manif du 1<sup>er</sup> Mai aux côtés des copains de la FA, de la C.N.T. et des sympathisants. Nous formions à nous tous un tiers (noir et rouge) de cette manif qui se déroulait à Carcassonne et qui avait retrouvé enfin une atmosphère de combat. Les actions continuent tous les jours et le mouvement se fédère plus clairement. Le 7 juin encore, à l'appel des copains de Perpignan, nous déboulions pour lutter contre une tentative d'expulsion. Forte présence cénéteste appréciée par tous, de même que la présence des copains de la FA.

Les médias nous boycottent, c'est logique, mais nous sommes toujours plus forts et continuons de nous battre jusqu'au bout.

Michel - Collectif action justice sociale de Limoux

- (1) 1944, les dossiers noirs d'une certaine résistance (Infos et analyses libertaires).
- (2) Schéma pour une révolution occitanie (Poble d'Occ).
- (3) Myrys, usine occupée (Ateliers du Gué, Terre d'Aude).

### MARSEILLE

## Histoire d'un meurtre raciste

**M**ARSEILLE le 21 février 1995 en pleine campagne électorale, présidentielle et municipales, une équipe de militants F.N., Lagier, Mario d'Ambrosio et Pierre Giglio, militants respectivement depuis dix, un et cinq ans, s'apprennent à coller des affiches. Ils ont pris avec eux des pistolets de gros calibre. Lagier est même tireur d'élite et s'entraîne plusieurs fois par semaine dans un club de tir de la police nationale. Club de tir où il avait amené sa petite fille de neuf ans pour qu'elle apprenne à tirer sur des « melons ». Il emporte aussi une paire de lunettes contrastantes lui permettant de mieux distinguer les formes dans la nuit. Il s'est même fabriqué un étui spécial pour porter son arme au mollet, comme dans les films.

Un mois auparavant, ces quatre militants avaient menacé de leurs armes quatre clients se rendant dans un bar, tout près du lieu où Ibrahim sera tué. Le numéro d'immatriculation de leur véhicule avait été signalé à la police.

Après un premier collage au carrefour des Ayalgades, d'Ambrosio reste faire le guet alors que Lagier et Giglio vont coller plus loin. Il est 22 h 30. Des jeunes, le groupe B-Vice et leur posée, revenant d'une répétition et courant pour rattraper le bus les ramenant à leur cité, la Savine, arrive au niveau de la voiture.

Lagier sort du véhicule et fait feu une première fois. Les gamins s'enfuient en faisant demi-tour. Lagier tire à deux autres reprises, l'une des balles atteint Ibrahim Ali dans le dos. Malgré l'aide d'un ami, il s'écroule une dizaine de mètres plus loin. D'Ambrosio rejoint Lagier et, complètement affolé, fait feu à son tour. Se réfugiant dans un bar, les B-Vice préviennent les secours. Pendant ce temps, Lagier, d'Ambrosio et Giglio se séparent après une brève discussion et rentrent chez eux.

Ibrahim Ali décédera une demi-heure après sa prise en charge par les marins-pompiers. Il avait 17 ans.

### Des assassins couverts par le FN.

Le lendemain, Lagier et d'Ambrosio se présentent à la police, Giglio est interpellé à son domicile. Le FN., par l'intermédiaire de Bruno Mégret, prône la légitime défense vu qu'un des colleurs d'affiches « avait été violemment agressé... si nos colleurs n'avaient pas été armés, ils seraient probablement morts ». Les premiers éléments de l'enquête réfutent rapidement cette thèse. Les trois hommes sont mis en examen respectivement pour « homicide volontaire, tentative d'homicide, port d'armes et munitions de quatrième catégorie », « tentative d'homicide

volontaire, détention et port d'arme » et « complicité et transport d'armes ». Les parents se portent rapidement partie civile bientôt suivis par la Fédération des Comoriens, les B-Vice, le maire de Marseille et les habituelles organisations professionnelles de l'antiracisme (M.R.A.P., L.D.H., L.I.C.R.A.).

Le 25 février, vingt mille personnes défilent dans les rues de Marseille. La famille a appelé au calme. Il n'y aura pas d'incident, seulement une forte tension au niveau du local FN. Les charognards, politiques et journalistes se succèdent sans cesse à la Savine pour dénoncer le crime.

Pendant ce temps, le FN s'organise. Il organise des collectes et autres lotos « au profit de nos prisonniers ». Une association est créée avec un bulletin de liaison. J-P Bauman, avocat, candidat dans le secteur du meurtre en 1995, candidat de nouveau en 1998 pour les cantonales se fend même d'un poème.

Parallèlement, depuis trois ans, des permanences du FN, saute à Marseille. Ces attentats sont revendiqués par des « Francs-tireurs partisans », en mémoire d'Ibrahim Ali.

Le procès s'achève lundi 22. Diverses manifestations ont lieu pour réclamer « Justice pour Ibrahim », justice républicaine évidemment. Sortant du lot, une rencontre libertaires et jeunes de la Savine a été organisée par la C.N.T.



Vignoles à la fac d'Aix à l'occasion de la projection du film « Ibrahim Ali, mort pour une certaine idée de la France » d'Isabelle Sens.

Lors du débat qui suivit, deux mondes qui n'ont pas tellement l'habitude de se côtoyer se sont rencontrés. Très enrichissant même si pour certains, le combat contre le FN., c'est le vote. Enfin des ponts se sont établis, ce qui

nous a permis de voir que chez ces jeunes rappers la révolte n'est pas seulement musicale mais s'accompagne d'une conscience politique développée ainsi qu'un fort lien identitaire lié au quartier, à la cité. Quoiqu'il en soit, ces manifestations attirent peu de monde, contrairement à il y a trois ans.

Stéphane  
groupe de Marseille





## Fiction démocratique et fiction sportive ou comment entretenir un modèle iréal

Il est important, surtout au moment où se déroule un spectacle sportif mondial, de réfléchir à la place qu'occupe le sport dans nos sociétés. Au-delà d'une critique de l'organisation du sport, il peut être utile de renverser le questionnement pour se demander pourquoi ça marche tant.

Une hypothèse intéressante me paraît être celle émise par le sociologue Norbert Elias. Il n'y a pas de hasard au fait que le sport, tel qu'il est aujourd'hui organisé, apparait au XVIII<sup>e</sup> siècle en Angleterre, pays où naît à la même époque le modèle démocratique. Les deux participent d'un même mouvement de long terme, commencé à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, que Elias appelle le processus de civilisation. Derrière ce terme, il y a l'auto-contrainte : de moins en moins de violence, puisque l'État détient le monopole de la violence légitime, et de plus en plus de règles visant l'auto-contrainte, c'est-à-dire cette capacité à contrôler ses émotions. En fait, le modèle démocratique fonctionne comme le modèle sportif, sur la base d'une fiction qu'il s'agit d'entretenir.

Ainsi, si on prend au sérieux (pour une fois !) le modèle démocratique, il existe pour éradiquer la violence. Ses règles construisent une fiction : une compétition entre égaux sous la forme de la compétition électorale, le plus fort ne détermine pas les règles du fait d'une institutionnalisation du pouvoir, le perdant ne met pas sa vie en jeu car le gagnant accepte l'alternance (le vainqueur d'un jour peut être le perdant du lendemain) à la différence des dictatures, l'État doit contrôler la violence pour pas qu'elle n'interfère dans le modèle.

La fiction sportive fonctionne à peu près dans les mêmes termes :

- Une compétition entre égaux où « tout peut arriver ». Le principe de la compétition est qu'on ne peut préjuger du vainqueur, d'où l'excitation de l'épreuve. L'épreuve ne donne pas un titre définitif, contrairement à ce qui se passe dans la vie économique et sociale ou le changement de places (entendez-le comme les ouvriers seraient un jour patrons et vice versa) est rare.

- Le gagnant ne vise pas à la disparition du perdant (à la différence des Mayas qui empierraient les vaincus) et accepte l'alternance de l'épreuve (le vainqueur d'aujourd'hui sera peut-être le perdant de demain)

- Les plus forts ne déterminent pas les règles du fait d'une institutionnalisation sous la forme des fédérations qui jouent le rôle de l'État dans la prétendue neutralité de l'épreuve.

- L'épreuve sportive est une épreuve épurée du social. Rien ne doit venir interférer et le seul critère légitime est la force de la nature physique et morale.

### Le sport : un allié du pouvoir

On assiste donc à une *sportification* de la société. Car c'est bien cette fiction qui fonctionne dans toutes les sphères sociales que ce soit l'école, le travail, la démocratie ou le sport. C'est le modèle de l'auto-contrainte qui est possible à partir du moment où l'épreuve est juste et, donc, légitime. En fait, quand un gosse de prolo arrive à faire des études longues, c'est comme quand une petite équipe bat une grosse en compétition : cela permet à la fiction de l'égalité des chances et de

l'épreuve juste (celle qui ne prend en compte que les critères de l'activité) de continuer à fonctionner même si personne n'est vraiment dupe !

On peut même envisager que, en fiction, le sport reste l'univers d'une compétition juste par rapport à la compétition économique et sociale organisée à laquelle chacun s'affronte. C'est l'univers ou la fiction semble la plus réaliste. C'est ainsi que le spectacle sportif est le moment où elle est célébrée.

Par *sportification*, il faut entendre que tous ceux qui ont le pouvoir ont un intérêt tout particulier pour l'auto-contrainte. Pour cela, le sport est excellent : il permet la maîtrise de sa propre violence. En effet, il ne propose rien d'autre que le relâchement contrôlé de sa propre violence ou énergie. Les règles du jeu sont donc toujours posées pour éviter l'ennui autant que la violence. Il faut laisser les énergies se déployer pour que tous prennent du plaisir mais les contrôler pour ne pas aboutir à la violence.

La violence maîtrisée est le summum que peut atteindre un ordre social. Elias explique très bien que la chasse au renard en Angleterre au XVIII<sup>e</sup> siècle a évolué car il ne s'agissait plus de tuer en soi mais de laisser ses chances au renard, ce qui est une condition *sine qua non* de son propre plaisir. Le sport est toujours redevable de cette logique : il est lieu de violence, à travers le relâchement des émotions et l'excitation qu'il propose et dénégaration de la violence à travers le contrôle de ce relâchement. Il est donc nécessairement et fonctionnellement un puissant moyen de contrôle social. Ce n'est pas un hasard si Peugeot à Sochaux,

Schneider à Lens ou Fiat à Turin ont créé très vite leur propre équipe et si l'Église a toujours été partie prenante de ce contrôle de l'énergie des corps. Le développement des loisirs a été de pair avec celui du sport car ceux qui maîtrisent déjà le travail tentent d'occuper idéologiquement le temps de loisirs. C'est pour cela que le sport a toujours été un allié de tous les pouvoirs, qu'ils soient démocratiques, dictatoriaux ou prétendument socialistes.

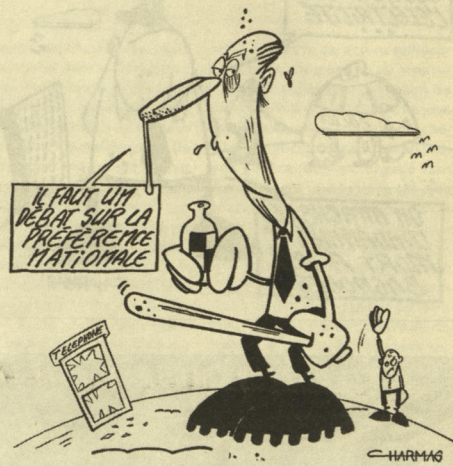
Du coup, des enjeux dépassant le jeu en spectacle. La logique du jeu pour les spectateurs est de prendre partie de façon à assurer les conditions de l'excitation car le beau jeu ne suffira pas à entretenir cette excitation. Le symbolisme identitaire et communautaire attaché aux équipes découle de cela. Plus il y a de spectateurs et plus le plaisir du spectateur,

donc le spectacle, prime sur le plaisir du jeu. Le sport, c'est la confrontation des deux logiques. Médiation et usage du sport comme contrôle social vont de pair.

Au final, la violence affective (lié au débordement des émotions) a énormément diminué dans nos sociétés qui sont beaucoup plus sûres que ne l'étaient les siècles passés mais la violence instrumentale (lié à une stratégie pour atteindre un but) a tendance à augmenter très fortement, c'est le cas des deux guerres mondiales au XX<sup>e</sup> siècle ou de la violence interne (joueurs) du sport. La violence des supporters serait alors à rapprocher d'une violence affective, d'une libération des tensions émotionnelles pour certaines couches de la population. relâchement mais il n'est jamais sûr de pouvoir en contrôler les effets !

Most

### EDOUARD B. HOOLIGAM



La Fédération anarchiste vient d'éditer une affiche (format 60 x 80)

### La coupe remplit les stades, la gauche remplit les charters

En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145 rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>, 5 F l'unité ; 60 F les 50 exemplaires ; 100 F les 100.

## Violence autour des stades

LE MATCH ANGLETERRE-TUNISIE a été l'occasion d'affrontements sévères face aux caméras du monde entier. Depuis, plusieurs préfets ont renforcé leurs mesures de sécurité (fermeture bar, suppression de certaines fêtes de la musique, renforcement de la présence policière).

Le hooliganisme n'est pas un phénomène nouveau ! Comme le rappelle la statistique de l'Union nationale des arbitres de football, les violences font partie du paysage de tous les week-end footballistiques.

Dans le sport professionnel avec sa logique du spectacle de masse, cette logique de la violence monte d'un degré. Du Heysel en 1985 à Sheffield en 1989, toutes les rencontres nationales ou internationales connaissent leur flor de violence. : *Le Monde*, à huit mois de la coupe, signalait lors d'un match de la coupe d'Europe : « Ce coin de la tribune ressemblait, durant toute la première période, à un champ de bataille où deux armées s'observent, se défient, se toisent avant de charger. Des scènes incroyables qui doivent faire réfléchir les responsables de la sécurité du mondial 98 ».

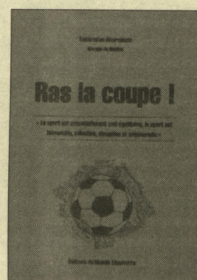
La violence autour des stades étaient elles prévisibles ? Les manifestations sportives remplissent un rôle social de tout premier ordre. C'est un moyen licite et organisé de canaliser un trop plein d'énergie. En ce sens la dramatique qui entoure un match constitue pour l'ordre établi une soupape de sécurité et donc un outil de contrôle social relativement efficace. De plus le match diffuse une forme de violence : violence ritualisée par la compétition, chauvinisme avec des logiques identitaires autour des équipes... Cette violence sublimée n'arrive plus à contenir ses diverses expressions dans le cadre des règles de l'institution (on a le droit de dire dans les tribunes « A mort l'arbitre » mais pas de passer à l'acte...). Une

population souvent marginalisée, précarisée, paumée politiquement (facilement récupérable par l'extrême droite qui se développe dans les stades souvent avec aisance) ne trouve pas à déverser, à refouler sa violence dans le cadre des règles et exprime l'antagonisme réel qui existe entre une population au bas des classes sociales sans espoirs et le culte de la réussite, de la performance que véhicule le sport. En ce sens les accidents de Marseille ne sont pas étonnants mais logiques.

### L'alcool, une drogue dure ?

Ironie de l'histoire ? Au moment où les préfets tentent de prendre des mesures contre la distribution d'alcool malgré la résistance de leur dealer que l'on appelle cafetiers, un rapport tombe sur le bureau de Kouchner. Ce rapport (Roques-I.N.S.E.R.M.) chamboule nombre de préjugés. Les journaux de 20 heures en parleront, *Le Monde* en fera sa « une »... La première pierre jetée par ce rapport est à chercher dans le classement des psychotropes : alors que l'alcool est classée parmi les drogues dures en compagnie de l'héroïne et de la cocaïne, le cannabis fait partie des drogues douces. Le dessin de Plantu fait dire à un hooligan arrêté par la police autour du stade de Marseille : « Et après j'ai laissé tomber le Hasch pour les drogues dures : l'alcool, le foot, le nationalisme ! » Effectivement ne serait-ce qu'en France l'alcool provoque de graves dégâts (2 millions de personnes dépendantes, près de 30 000 morts annuels...). Loin de nous l'idée cocasse de vouloir criminaliser les usagers d'alcool dont je suis à l'occasion mais ce rapport tombe à un moment où tout le monde peut constater dans les villes d'accueil de la Coupe les bien faits de ce produit quand il est consommé abusivement et en groupe...

Régis (Nantes)



Dans cette brochure, en exclusivité pour les allergiques aux podiums et aux uniformes sponsorisés par Nike, Adidas ou Coca-cola, tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sport sans jamais avoir osé le demander à un supporter du P. S.-G. Le foot est-il le nouvel opium du peuple ? Le sport de compétition n'est-il qu'une éducation à la discipline des corps et des esprits ? Combien de milliards brasse cette nouvelle multinationale qu'est la médiatisation des sports de masse ? Le groupe de Nantes de la Fédération

anarchiste a édité cette brochure d'actualité...

**Ras la coupe.** Éditions du *Monde libertaire*. 20 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



# Pourquoi une guerre contre les pauvres ?

Les riches volent les pauvres et les pauvres se volent entre eux. Sojourner Truth

EN ANALYSANT LES POLITIQUES sociales, économiques et politiciennes des années quatre-vingt dix, une image nette surgit, celle de pauvres méprisés pour leur pauvreté, et punis du fait de leur absence de richesse. L'État et son élite culturelle ont projeté cette image jusqu'à ce qu'elle imprègne la culture populaire et la culture politique, et qu'elle se reflète dans la politique nationale. Pourquoi le gouvernement s'est-il attaqué à l'aide sociale? Que cachait son discours? Une analyse attentive montre que c'est des milieux d'affaires qu'est issue l'impulsion donnée à cette politique. En voici la raison : les « cycles économiques » sont cru-

listes (c'est la tendance connue et récurrente de périodes économiques « d'expansion et de crises »). Dès 1958, un économiste notait que la montée du chômage faisait baisser les salaires (c'est la « courbe de Phillips »). Car quand la plupart des travailleurs ont un emploi, le patronat doit réagir aux pressions venues des exigences salariales. Mais quand le chômage est important, les milieux d'affaires savent qu'ils peuvent trouver de la main d'œuvre avec des salaires au rabais. Le chômage tire vers le bas les salaires de tous les travailleurs et renforce l'insécurité de l'emploi. En quoi cela peut-il concerner l'aide sociale? En fait, l'aide sociale est une façon de maintenir un revenu, et ainsi elle sert de tampon entre ceux qui travaillent et les chômeurs. Ainsi, les travailleurs ne s'accrochent pas avec acharnement sur le premier travail qu'ils peuvent trouver. Quand

les travailleurs ne sont pas désespérés, quand ils bénéficient d'une certaine sécurité, ils exigent des salaires plus haut de la part du capital. Qui aurait pu imaginer que les plus pauvres d'entre nous, ceux qui bénéficiaient de l'aide sociale, renforçaient et stabilisaient les salaires des travailleurs? C'est pourquoi le capital s'est attaqué aux programmes des revenus sociaux par ses agents politiques (Républicains et Démocrates) en utilisant le doux nom de « réforme de l'aide sociale ». Les deux partis du grand patronat se sont donné la main dans leur bataille contre les plus pauvres, encouragés par les conglomérats des médias, et qui ne sont rien d'autres que les auxiliaires d'entreprises encore plus

importantes. Tous ces intérêts peuvent se résumer en un mot: le capital. Pourquoi pensez-vous qu'à chaque fois qu'on annonce la baisse du chômage Wall Street panique et les actions chutent? Quand les gens, en masse, sont au chômage, c'est alors « good for business! », bon pour les affaires. Comment ce qui est mauvais pour les gens peut-il être bon pour les affaires? Et que doit-on faire? Il y a plusieurs semaines, les chômeurs français descendaient dans la rue au niveau national, bousculant l'establishment néo-libéral par une vague de manifestations militantes. Cette mobilisation remarquable a montré la puissance d'un mouvement de chômeurs qui a repoussé

les tentatives de l'État de s'attaquer aux revenus sociaux. Ce mouvement a traversé la frontière vers l'Allemagne où des marches eurent lieu dans plus de 200 villes. Les Français ont quelque chose à nous apprendre car ils n'ont pas hésité à organiser et mobiliser les pauvres et les chômeurs. Ce slogan des Français ne se traduit peut-être pas facilement ici, mais il vaut d'être répété : « who sows misery, reaps rage », « qui sème la misère récolte la colère ». Les politiciens ne sont pas la solution, le peuple l'est. Organisons-nous.

Mumia Abu-Jamal

Sources: Profane Existence et Mumia@aol.com

## GRANDE-BRETAGNE

### Politique de l'emploi : comment saboter la propagande gouvernementale

AU ROYAUME-UNI, des chômeurs militants se battent contre la JSA (Job seeker's allowance) de l'Agence pour l'emploi. celle-ci oblige les gens à quitter les allocations chômage pour des emplois précaires et sans issue. Une campagne d'action directe pour combattre la JSA, appelée *Groundswell*, s'est formée en avril 1995. *Groundswell* est un réseau actif dans l'ensemble du Royaume-Uni, de chômeurs militants, d'anarcho-syndicalistes, de gauchistes et de syndicalistes. *Freedom* le décrit comme plutôt libertaire bien que certains de ses membres soient marxistes. Des protestations à l'extérieur et des occupations non-violentes ont souligné les problèmes devant la direction. Les militants liés à *Groundswell*, ce réseau de

groupes indépendants, représentent un vrai casse-tête pour l'Agence pour l'emploi et le gouvernement du *New Labour*, le parti travailliste de Tony Blair. Ils viennent d'adresser une dernière attaque contre le système du *New Deal*, ou « Nouvelle donne », gouvernemental qui veut obliger les chômeurs de 18 à 24 ans à travailler ou à se fourvoyer dans des voies de garage. Des milliers de reproductions contrefaites du dépliant de l'Agence pour l'Emploi sur le « New Deal » ont circulé à travers le pays via les collectifs de chômeurs, des militants politiques, etc. Cette contrefaçon contient des informations pernicieuses ayant pour but de montrer comment le *New Deal* du Parti travailliste est un « raw deal », un traitement injuste. S'il est substitué au document officiel dans les agences, il va provoquer colère et perplexité parmi les lecteurs.

#### De la contre-information quasi authentique !

Une diffusion nationale de cette nouvelle arme pour saboter la propagande du gouvernement est maintenant en marche. De l'Écosse jusqu'à la côte sud, les demandeurs d'emploi prennent sans le savoir le pseudo-document dans leur agence. Celui-ci leur explique ce qu'est le *New Deal* : « une mesure qui doit permettre de faire baisser les chiffres du chômage, et obliger les jeunes à accepter des emplois mal payés (ou même pas payés du tout) ».

Les jeunes chômeurs ne seront pas rassurés par la lecture de la deuxième page de ce quatre pages de contre-information. Ici le « conseiller personnel » des demandeurs d'emploi, qui contrôle les efforts de recherche d'emplois des individus, est dépeint sous les traits d'un surveillant monstrueux.

« Le conseiller personnel [a pour] première tâche de s'assurer que vous subissez de nouvelles tracasseries, problèmes

et menaces pour vous obliger à accepter tout nouvel emploi. » Et, « il pourra vous faire bénéficier de ce service lui-même ou soumettre votre cas à quelqu'un dans un autre organisme qui sera mieux à même de vous persécuter. »

Ce tract souligne la nature coercitive du *New Deal*. Un programme radio de libre antenne, récemment, a parlé de la possible réintroduction par la petite porte de la conscription grâce au *New Deal*. Il semble qu'il y ait un projet de relancer, par ce biais, le recrutement de l'armée pour venir à bout du déficit des engagements.

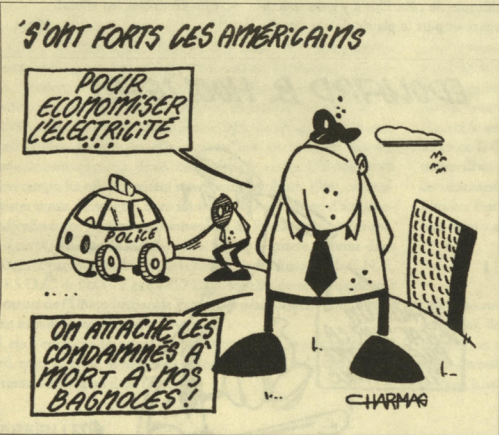
Le ton officiel du document le fait apparaître comme authentique. Il déclare : « Fondamentalement nous ferons de notre mieux pour vous convaincre que vous souhaitez, vraiment travailler pour les salaires les plus possibles sans aucun droit, et pour vous offrir l'emploi le plus précaire, non syndiqué, mal payé, que nous pourrions trouver. » L'apparence d'authenticité de ce tract de contre-information nous laisse penser qu'une aide est venue de l'intérieur même de l'Agence pour l'Emploi. Sous l'ancien gouvernement conservateur, des fuites ont alors eu lieu vers *Freedom* et *Groundswell*. Des membres des syndicats de fonctionnaires ont apporté leur soutien à la campagne contre la JSA. Il y a toutes les raisons de s'attendre à un mécontentement contre le *New Deal* de la part d'une partie des employés.

La mise en place de cette nouvelle forme de protestation nous vient de Brighton. Diverses formes d'action directe contre la JSA, *Project Work*, le *New Deal* et le *Welfare to work*, se sont déroulées dans différents endroits du pays. À Brighton, ils ont tenté de se lier aux syndicats de fonctionnaires pour miner les projets gouvernementaux.

Par ce tract, le groupe d'action des chômeurs de Brighton démontre qu'il y a plus d'une façon de lutter.

A.R.

(d'après *Freedom* du 6 juin 1998)



## dans la toile

Débordé par les sons et les naïvetés commerciales, il arrive à l'internaute fatigué ('cause la connex est moins chère by night) de vouloir rêver sans se pieuter pour autant. C'est ainsi que je suis tombé sur un site plein d'ouvertures et d'idées de voyages - même si leur présentation est un peu théorique), pour les soirées où l'on roule tant à côté de son rail qu'on ne dispose plus de quoi acheter un mille feuilles (ni un trois), ce peut être le site à ne pas négliger : *Univers City TV* (<http://lila.imt-mrs.fr/unityv>) et en particulier les pages Ubik, Piazza Virtuale et Odyssee. Les autres pages méritant aussi le détour. De plus, comme le nom du site ne l'indique pas, c'est en français.

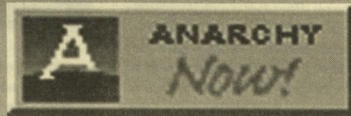
Pour ceux qui sur le tard remettent en question leurs épingle à nourrices d'@-punks, un petit tour vers le milieu techno (qui n'est pas encore @-techno, peut-être à cause 'une certaine forme de puritanisme militant ? Va savoir !), ils peuvent faire un tour du repère du Djinn (<http://www.mygale.org/09/did/>), des transhumances des initiés (<http://www.cyberblack.com/restrict/fr/sites/sitesusers.html>) ou de KTZAAland (<http://www.micronet.fr/~shno/>) entre autres. Ces sites (en français encore ! décidément, c'est la semaine, mais que fait donc Bill Sheak ?) ne se limitent pas à la musique mais je ne peux pas tout dire avec si peu de mots.

Moins ludiques (hélas !) mais assez intéressante, la démarche du cira hélvète qui offre un petit annuaire des principaux centres de documentation sur l'anarchisme (<http://www.sasa.ch/cira/anarchives.htm>),

c'est assez utile si on veut éviter de ne raconter que des c...eries.

Un site marrant quoique parfois approximatif dans ses définitions, c'est l'anarchie (<http://www.crea-web.fr/viv/anaweb/anarch.htm>), au moins son webmestre n'a pas les chevilles qui enflent, même si il écrit à l'emporte pièces. Mais qui pointe sur sa racine, soit un petit bijou d'humour libertaire : la jeunesse anarchiste de France (<http://www.crea-web.fr/viv/anaweb/index.html>). Il y a deux semaines, j'évoquais *CU-seeme*, mais j'ai trouvé un soft plus ympa pour les acros de la communication multidédiante : *Vocaltec* (<http://www.vocaltec.com/>). Dans l'esprit, c'est la même chose, mais ça plante moins, même si ça demande une configurations matérielles un peu différente... Sinon, il nous restera toujours le vieux *VIRC*. Bien, maintenant, je vais penser à mes prochaines vacances - à ce propos voici un bon texte de Daniel Vidal à emmener sur vos plages horaires de surfing électronique (<http://users.skynet.be/AL/LIBRAIRIE/bagne.htm>) - et je vous suis toutes et tous en vous donnant rendez-vous, bientôt, dans la toile.

Blue Eyed Keyboard  
email: [bek\\_ml@hotmail.com](mailto:bek_ml@hotmail.com)



abonnez-vous!



CINÉMA

# Libertarias. Vicente Aranda

DANS LE CADRE DE DEUX journées consacrées à La guerre d'Espagne au cinéma organisées par l'équipe, au dynamisme inaltérable, du Jean-Eustache à Pessac, une salle comble a pu voir *Libertarias*, un film espagnol toujours inédit en France. C'est beaucoup et bien peu à la fois. Beaucoup, pour un film qui n'a bénéficié d'aucune campagne publicitaire, le public a donc fait preuve de curiosité, comportement assez rare au cinéma en définitive, pour venir au cinéma en ce mois de juin où les salles sont habituellement désertées. Peu, par rapport à la qualité exceptionnelle de ce film. *Libertarias* est un long métrage de fiction consacré à la guerre d'Espagne qui a choisi un point de vue original : le conflit est vécu du côté des femmes libres, les libertaires du titre. Pour produire un film de cette ambition il est nécessaire d'immobiliser d'importants capitaux et de disposer ensuite d'une diffusion suffisante pour les amortir, dans ces conditions, on comprend aisément que des films comme *Libertarias* soient rares pour ne pas dire uniques.

Film de fiction donc. Et effectivement, toutes les méthodes de la fiction cinématographique sont utilisées pour obtenir l'adhésion du spectateur à travers sa participation affective. Visiblement il suffit d'être une anarchiste pour être une belle femme. La beauté de Pilar, la leader du groupe interprétée par Ana Belen, rayonne et donne aux spectateurs le désir de s'enrôler sans tarder dans la colonne Durruti... Sans parler de Victoria Abril toujours piquante même en librairie handicapée. Quant aux spectatrices, le film offre une galerie d'héroïnes magnifiques auxquelles elles peuvent aisément s'identifier. D'évidence, Vicente Aranda aime ses actrices et utilise tout son art pour magnifier ses vedettes féminines.

## Un récit historique

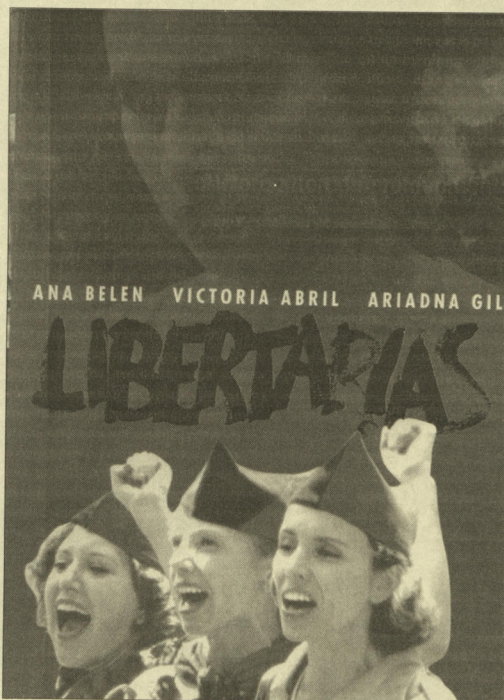
Ces limites posées, qui sont propres à tout film de fiction, *Libertarias* est d'une remarquable honnêteté. À aucun moment, le point de vue n'est dissimulé derrière une trompeuse objectivité. Le film choisit le parti anarchiste et s'y tient. Il n'y a pas l'ombre d'un socialiste scientifique dans cette représentation de la

guerre d'Espagne, fut-il anti-stalinien. Mais l'engagement ne signifie pas l'angélisme : les exécutions sommaires ne sont pas cachées, les destructions d'édifices religieux sont montrées comme l'occasion d'une grande fête libératrice, la question de la discipline sur le front n'est pas éludée.

## Le rôle des femmes

Tout le conflit est suivi dans les rangs de la colonne Durruti sur le front d'Aragon. Son prestigieux dirigeant apparaît même à plusieurs reprises ; heureusement, le contrejour et les plans larges nous évitent l'imagerie saintsulpicienne et l'hagiographie. Vicente Aranda n'hésite pas à mettre en images des épisodes connus comme l'interview réalisée par Pierre van Paasen pour le *Toronto Daily Star* le 28 octobre 1936 qui s'acheva sur la célèbre « nous portons un monde nouveau dans nos cœurs ». Tout comme, il parsème son film de citations fameuses (une milicienne

emprunte à Elisée Reclus sa définition de l'anarchie comme la forme la plus achevée de l'ordre) et de grands textes libertaires qui prennent ainsi corps grâce au film. Si *Libertarias* ne prend pas en compte les conflits à l'intérieur du camp républicain réduit volontairement aux anarchistes, cela ne l'empêche pas d'aborder la question fort délicate de la militarisation. Traitée à l'intérieur de la colonne Durruti, cette question vitale pour la révolution et la guerre n'en acquiert que plus de poids puisqu'elle ne se réduit plus à l'affrontement traditionnel et en définitive conventionnel entre révolutionnaires et stalinien alliés aux républicains bourgeois (à la manière de Ken Loach dans *Land and Freedom*). Dans une séquence clé, Aranda fait intervenir Durruti dans le débat sur la militarisation : il ne prend pas la parole mais, en quittant la salle, sur le pas de la porte, il lance « je suis prêt à renoncer à tout sauf à la victoire » et clôt ainsi la séquence. Plus tard dans la fiction, il donnera l'ordre au curé de régler la question



## copinage

**Salut Léo**, gala le 14 juillet 1998 organisé par « Thank you Ferré » au Trianon, 80, bd Rochechouart (Paris 18<sup>e</sup>) avec de nombreux artistes dont Claude Pieplu, Pierre Barouh, Xavier Ribalta, Céline Caussimon, Paco Ibanez, Nicolas Reggiani, Fabienne Thibaud, Jean-Louis Blaire, Sabine Viret, Hiroko Tomobe, Alain Aurenche, Zaniboni... Places : 120 F, en location à la librairie du *Monde libertaire* (145, rue Amelot) ; 150 F le jour même. tél. : 01 53 36 76 15.

**Notes en bulle**, c'est chaque année une semaine de fête en chansons à Artigues (Ariège). Cette année, du 18 au 24 juillet, « Notes en bulle » présente Casse-pipe, Claude Semal, Kerval, Les petits assassins, Les belles lorettes, Hugues Orti, Miquel Pujado, Laporte-Charmel, Kalifa, Michel-Maire Perraudin, Bel-Hubert, Richard Deblauwe... des expos, des conférences, des ateliers... Il est prudent de se renseigner au 04 68 20 40 76.

des femmes sur le front présentée dans le film comme la première étape de la militarisation. *Libertarias* ne répond pas directement, laisse volontairement la question ouverte et démontre par là la richesse et la complexité de son propos. Après tout, les anarchistes avaient à gérer une guerre et la présence de femmes libres posait des questions terriblement pratiques : les MST mettaient hors de combat aussi sûrement que les balles franquistes (cf. la séquence hilarante du dépitage).

De même, si la guerre est vécue, de manière classique dans le film de fiction, à travers un groupe de quelques individus représentatifs de l'ensemble, Vicente Aranda a choisi des femmes militantes et a donné un rôle majeur à une jeune nonne

## à la petite semaine Les braves gens

Comme l'équipe de France de football, la police est tenue de faire des résultats. Peu importe parfois la manière. Semblable aux spectateurs chauvins, abrutis de suffisance cocardière et réclamant la peau de l'entraîneur en cas de défaite, l'opinion publique ne saurait admettre qu'un crime n'ait pas son coupable et, tel cet odieux personnage qui disait préférer l'injustice au désordre, s'accommodera d'un criminel de circonstance, fabriqué de toutes pièces, plutôt que de supporter une monstruosité impunie.

Pour les braves gens qui font la France profonde, il existe, quand la quiétude des villages est ébranlée par quelque « fait divers », une catégorie de criminels sur mesure, éternel gibier de potence tout désigné et prêt à l'usage : gitans, romanichels, chemineaux et marginaux qui ont pour tort considérable de ne pas mener la vie en chaussons et repas de première communion de Monsieur Toulemonde.

Le meurtre après le viol d'une adolescente anglaise à Pleine-Fougères et cette nécessité de fournir dans les plus brefs délais à l'opinion publique un assassin dont elle puisse se repaître ont valu à l'un de ces coupables rêvés, quelque temps après les faits, d'effectuer un petit séjour de garde à vue, sans doute des plus agréables, uniquement justifié par la marginalité de ce parfait suspect. Totalement innocent depuis, le voilà contraint aujourd'hui d'espérer toucher quelques légitimes dommages et intérêts pour fuir la région du crime où il fait l'objet, faute de leur être offert en lynchage, d'une hostilité médiocre et vile de la part des populations locales.

Vous n'ignorez point tout le mal que nous pensons ici d'une justice dite, à juste titre, bourgeoise. N'oublions pas que, laissée au bon vouloir des braves gens du terroir, il y a longtemps qu'il eût été des individus seulement coupables d'être hors normes reposeraient à six pieds sous terre, pour la plus grande paix des foyers. Allez France !

Floréal

*P.S. : La « petite semaine » intitulée « Tu vois qui en finale ? », parue dans le Monde libertaire du 11 juin, a été largement amputée et demeure par là-même incompréhensible. Tout lecteur intéressé par le texte complet peut écrire au journal, à l'attention de Floréal qui transmettra.*

échappée de son couvent. Au cours des événements, cette « innocente » va évoluer certes mais elle n'est pas convertie par la justesse de la ligne, elle n'est pas retournée comme dans une fiction simplificatrice (le héros de *Land and Freedom* était dénié par son amour pour la belle milicienne du POUM. Elle porte sur le combat des femmes libres un regard étranger (le plus éloigné possible même puisqu'au départ c'est une jeune nonne issue de l'aristocratie) et va se rapprocher de plus en plus de la cause de ses compagnes tout en demeurant elle-même (se libérer de la « peste émotionnelle » n'est pas une mince affaire). Sa sympathie croît cependant jusqu'à la fin tragique où elle choisit, par son silence, de partager le sort des vaincus ce qui lui permet d'assister Pilar dans son agonie. Il y a dans ce traitement une vraie finesse.

## Un film censuré

Cette jeune nonne, qui a le don de bien apprendre et réciter les textes sacrés, dira avec une belle conviction un extrait de *La conquête du pain* de Kropotkine, séduite sans doute par la générosité du propos du prince anarchiste. Sont ainsi soulignés, sans didactisme, la proximité

des écrits et le caractère millénariste d'une composante du mouvement anarchiste sans pour autant les assimiler (le prêtre détroqué ne joue pas le beau rôle...). Ce rapprochement iconoclaste traduit bien l'esprit général du film. Engagé sans l'ombre d'une ambiguïté du côté des anarchistes, le film s'adresse à un public intelligent et n'hésite pas à utiliser l'humour et la légèreté. Les spectateurs rient beaucoup. Un simple exemple, lors de la « libération » et va se rapprocher de plus en plus de la cause de ses compagnes, Pilar demande à sa camarade de prendre la parole. Son discours enflammé mais très universaliste, trop orthodoxe, désincarné, laisse de marbre les prostituées, en revanche, Pilar qui fait appel à leur fierté, à leur orgueil, qui leur parle directement, emporte leur adhésion. En définitive, *Libertarias* réussirait à séduire un large public (beauté et émotion, actrices épatantes) sans jamais être simplificateur si un distributeur acceptait de prendre le risque de le diffuser en France. On ne peut que regretter cette forme insidieuse de censure économique qui touche un film qui ne se prétend jamais sottement objectif ni réaliste et qui donne à voir, de ce fait une part de vérité...

Mato-Topé

## Résistances

2<sup>e</sup> festival international de films du 6 au 12 juillet  
Tarascon-sur-Ariège

60 films en six jours sur la résistance aux idées reçues et la Résistance. Des débats avec des intervenants, des réalisateurs et des professionnels du cinéma. Des séances gratuites chaque soir sous les étoiles dans la ville et une fête le dernier soir pour les trente ans de Mai 68. L'Amérique latine, le cinéma catalan, l'Ariège carrefour culturel, Femmes citoyennes du monde, Devoir de mémoire, Mai 68, le cinéma en suspens. *De toda la vida, Viva Zapata, Family life, Capitaine Conan, La Salamandre, La Maman et la putain...*  
Festival Résistances, A.F.A., 15, rue François Laguerre. Tarascon-sur-Ariège.



PARIS

## Collectif anti-expulsions : pas de trêve pendant la coupe du monde

**L**E VENDREDI 12 JUIN, le Collectif anti-expulsion de Paris décidait d'occuper la zone d'attente pour étrangers sans-papiers – en fait, un sous-centre de rétention – de la gare de Nord. Centre situé au 18 rue de Dunkerque (10<sup>e</sup>) ; la D.I.C.I.L.E.C. occupe les deux derniers étages de locaux appartenant à la direction régionale de la SNCF. Près de 200 manifestants participèrent à cette opération.

Dans un premier temps, le quatrième étage – des bureaux – était investi après une poussée contre les quelques flics qui occupaient les locaux, puis le cinquième

ou nous sommes retrouvés bloqués devant une porte blindée qui protège la zone où sont gardés les sans-papiers.

Dans les cinq minutes qui suivirent l'occupation, les CRS investirent à leur tour l'immeuble. Nous sommes alors jetés violemment par les hooligans bleus, dans les escaliers et quelques coups de matraques sont distribués au passage. Malgré tout nous arrivons à évacuer les lieux pour nous retrouver dehors. Une soixantaine de personnes se retrouvent isolées parmi les flics, par petits groupes dispersés ; elles seront toutes interpellées. Trois photographes et un cameraman auront leur matériel

détruit. Les syndicats SNCF qui occupent le même étage n'ont pas bougé.

Devant le bâtiment, les rescapés et ceux qui n'avaient pu pénétrer se regroupent. Quelques copains sont désignés dans la foule par les flics ; la police recherche les « meneurs ». C'est alors que le massacre commence : les coups de matraques pleuvent, cinq CRS se jettent sur un copain handicapé, le font tomber et le matraquent au sol ; un autre copain se fait immobiliser à terre et reçoit force coups de rangiers. Nous arrivons quand même à sortir quelques personnes de leurs griffes, non sans recevoir notre part de coups. Le repli se fait dans un ordre

plus ou moins parfait. Une charge de la B.A.C. (brigade anticriminalité) conclura cette première partie par l'arrestation de deux nouvelles personnes.

Rendez-vous est alors pris devant le commissariat de la rue Louis-Blanc (10<sup>e</sup>) en soutien aux interpellés. Les rues sont bloquées par la police. Après deux heures de détention et de traitements dégradants de la part de la 3<sup>e</sup> D.P.J., la plupart des copains sont libérés. Il y a finalement cinq gardes à vue dont une au centre médico-judiciaire de l'Hôtel-Dieu. Une charge de CRS aura encore lieu et une nouvelle personne sera interpellée.

Bilan de l'opération : cinq garde à vue et cinq personnes à l'hôpital. La journée aura été marquée par un paroxysme de violence de la part des représentants de l'État, jamais atteint depuis le début du mouvement de décembre.

F : dégradation de biens publics (bris d'une porte vitrée), violence contre trois agents (incapacité de moins de 8 jours), violence sur gradé (capitaine, incapacité de 10 jours).

R : vol (brassard de police, badge de circulation SNCF).

Y : violence sur gardien de la paix avec une béquille comme arme. Le copain est handicapé à 95 % !

Le renvoi est demandé car les flics sont contestés – nombreux témoignages dénonçant les violences policières – et « incapacité » des forces de l'ordre « blessées » à se présenter comme partie civile.

Le procureur réclame le maintien en détention pour F et le contrôle judiciaire pour les autres, pour trouble à l'ordre public, en ajoutant que les inculpés et les témoins ne doivent pas se concerter.

Les avocats dénonceront à leur tour les violences policières et démontreront que l'accusation n'a qu'un seul but : salir le mouvement de soutien aux expulsés.

Finalement, le juge refuse les contrôles judiciaires, et renvoie à leur tour le juge d'instruction pour de plus amples informations. F sera libéré le soir même, et le procès renvoyé à une date ultérieure. Nous restons mobilisés pour la défense de nos camarades, et nous poursuivons nos actions contre les expulsions.

Pascal.

groupe Louise Michel (Paris)

## C'est beau un monde qui joue !

**M**ALGRÉ CE QUI PEUT PARAÎTRE une contradiction, nous sommes achèvement contents que la France organise la coupe du monde de football. En effet, cela motive notre inspiration militante vu tous les thèmes que cela nous permet d'aborder : société du spectacle, sexisme, capitalisme destructeur, aliénation, enfermement de l'imaginaire, nationalisme. Et le slogan « La France accueille le monde », ce n'est pas une provocation pour tout Comité anti-expulsion. Bref, la manne.

C'est officiel, il nous est formellement interdit de penser dans les stades : « les tracts et autres symboles de nature politique, idéologique, philosophiques ou publicitaires sont interdits dans l'enceinte du stade » comme le précise le règlement vu dans le métro marseillais (quoique pour le publicitaire, c'est quand même se foutre de notre gueule). Par contre, il n'est indiqué nulle part que les pulsions nationalistes, sexistes ou racistes sont proscrites.

### C'est beau un monde qui se joue de nous

La ville de Marseille nous enjoint de faire la fête pendant un mois (et ensuite, on se la ferme ?). Nous avons décidé de la prendre au mot pour notre première action. AC! a donc décidé d'organiser un match-spectacle sur le cours Estienne-d'Orves où la plupart des bars exhibent des produits footballistiques, ravis de la fête officielle et quasi-obligatoire qui se déroule. Évidemment, les libertaires marseillais sont de la fête. Et d'ailleurs nous en profitons pour présenter les affiches antifootix sorties par notre groupe et elles eurent un vif succès.

NANTES

## Sans-papiers : nouvelle bavure

**L**E 13 JUIN DERNIER, l'État français a encore frappé. Il a de nouveau commis l'irréparable. En expulsant un sans-papiers, le gouvernement de la gauche plurielle a jeté la honte sur la France. En « reconduisant à la frontière », M Banaba N'Ganga, il l'a condamné (1). Il a été arrêté comme on arrête un assassin. Un procès sommaire l'a jugé. Il a été séquestré, drogué, attaché par des menottes dans le dos durant des heures. Les soutiens, qui sont venus empêcher que l'irréparable soit commis, ont été réprimés dans la violence par des membres des forces de « l'ordre ».

Une initiative du Comité Anti-expulsion nantais visait à empêcher son expulsion. Dès 5 h 30, nous nous sommes retrouvés une cinquantaine de personnes devant le centre de rétention. Vers 6 heures un véhicule de la police, dans lequel M. N'Ganga avait pris place, est sorti en trombe derrière nous alors que tombaient les premiers coups de matraque des policiers. Aussitôt, nous nous sommes précipités vers nos voitures et nous sommes lancés à la poursuite de la camionnette qui se dirigeait vers l'aéroport de Nantes-Atlantique. Arrivés à l'aérogare, nous avons pénétré sur le tarmac sans aucune difficulté (2) et immobilisé la « voiture de la honte ». À l'intérieur, quatre flicards escortaient les sans-papiers. Ils l'avaient drogué, attaché dans le dos. Celui-ci, tête baissée, le regard vide, les traits tirés ne donnait presque plus signe de vie.

Nous avons alors une leur d'espoir lorsque l'avion de la compagnie belge Sabena, dans lequel il devait embar-

quer pris son envol. Mais le réconfort fut de courte durée. Sous les coups des gendarmes et policiers (qui savent s'entendre lorsqu'il s'agit de mater), nous avons dû quitter le siège.

M. N'Ganga a été violemment extirpé du véhicule et traîné sur plusieurs mètres pour être finalement embarqué dans une autre voiture en direction de Paris. Non content de vouloir expulser un homme, ils s'en sont pris à tous ceux et celles qui venaient exprimer leur solidarité.

M Banaba N'Ganga est parti lundi matin 15 juin de l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle vers Kinshasa via Bruxelles. Une nouvelle fois la xénophobie d'État a triomphé. Cet État qui traite des humains comme des animaux, qui organise méticuleusement leur déportation, ayant un souci particulier pour les petits détails du voyage nous rappelle étrangement une époque de sinistre mémoire. Le mouvement qui dirige la manœuvre a beau se parer d'une idéologie humaniste, les faits parlent toujours malheureusement d'eux-mêmes. A mesure que de telles attitudes xénophobes sont perpétrées par l'État français on réinstue petit à petit un délit de nationalité.

P'tit Filou. – C.N.T., Scalp (Nantes)

(1) M. Banaba N'Ganga est membre d'un parti d'opposition dans l'ex-Zaïre, dont les leaders sont détenus dans les geôles de Kabila.

(2) Rappelons cependant que le plan Vigipirate en vigueur aurait pu entraver l'invasion des pistes.

### Les procès

Le dimanche suivant – après 24 heures de garde à vue et 24 heures de dépôt au tribunal – une première comparution d'urgence a lieu : un copain est innocenté ; un second écope d'un renvoi en septembre. Les trois autres sont renvoyés au lendemain matin devant la 22<sup>e</sup> chambre correctionnelle : deux sont libérés, le troisième passera la nuit à la prison de la Santé. Le lundi 15, lors de la seconde comparution, les chefs d'accusation sont les suivants :

## A G E N D A

vendredi 26 juin

**SAINT-OUEN (93)** : Un repas de quartier (où chacun apporte ses spécialités) pour manger, boire et discuter pour tous ceux qui ne supportent plus les supporters au **POUM, 31, rue Farcot à partir de 20 heures.**

samedi 27 juin

**SAINT-OUEN (93)** : Le groupe de la Henri Poullaille de la F.A. organise une rencontre consacrée au « **Fascisme : son histoire** ». Au programme : à 16 heures : « Mein Kampf » (documentaire, 1960) ; 17 h 30 : débat ; 18 h 15 : « La marche sur Rome » (Dino Risi, 1962). 19 h 30 : buvette et restauration ; 20 h 15 : « Les jours de la Commune » (théâtre, d'après Bertold Brecht).

**MARSEILLE** : Le Centre international de recherche sur l'anarchisme organise une rencontre avec Vicente Marti, auteur de « La saveur des patates douces » à 17 heures au 3, rue Saint Dominique.

mercredi 1er juillet

**VERSAILLES** : Nicole de l'émission « Ras-les-murs » de Radio libertaire passera en procès pour diffamation, ainsi que le détenu dont elle avait lu la lettre à l'antenne à 14 heures au tribunal.

jeudi 2 juillet

**LYON** : L'Union locale de la F.A. organise un débat autour de la brochure **Ras la coupe!** à 20 h 30 à La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc (entrée par l'allée).

vendredi 3 juillet

**MONTPELLIER** : Journée **Ras la coupe!** à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

vendredi 10 juillet

**SAINT-ETIENNE** : Projection du film « Un Autre Futur » au cinéma Le Mées à 20 heures. Prix : 35 F (auprès de militants C.N.T. ou librairie La Mauvaise graine).

6-12 juillet

**LA CELLE-DUNOISE (CREUSE)** : La F.A. de la Creuse organise son quatrième camping anarchiste (camping municipal « Les Sillons »). Repos, détente, débat, discussions, repas collectifs. Renseignements : 05 55 81 18 77.

**TARASCON-SUR-ARIEGE** : La liaison de l'Ariège de la F.A. présentera la table de presse de la librairie du **Monde libertaire** durant le festival du film « Résistances », de 10 h à 24 heures.